Impôts. « Non au tout numérique oui aux agents aux guichets »

Pierre Chapin

Face aux menaces de restructuration, c'est une « semaine noire » que promet l'intersyndicale de la direction des Finances publiques, dans le département. Le coup d'envoi en était donné lundi matin, au centre de la rue Duquesne.



Lundi matin, les agents menaient une action mêlant grève et sensibilisation du public.

Le tout dématérialisé n'est manifestement pas encore d'actualité, en ce qui concerne les impôts. Lundi, à 8 h 30, des dizaines de contribuables attendaient en effet l'ouverture des portes du centre des Finances publiques, rue Duquesne. À quelques jours de la date butoir pour déclarer, sur papier, ses revenus 2017, le flux de visiteurs ne s'est guère tari de la journée.

Un constat en forme de preuve par l'exemple, pour l'intersyndicale CGT, FO, Solidaires et CFDT, qui combat depuis des semaines les réductions d'emploi et restructurations que subit la direction générale des Finances publiques. « On représente seulement 5 % de la fonction publique d'Etat, et pourtant, ces seize dernières années, on a perdu 38.000 postes, soit plus de 95 % des suppressions d'emplois de cette même fonction publique, au motif que l'État veut du tout Internet. Mais il faut des agents au service du public! ».

Un message qu'une partie des agents, en grève à Brest ce lundi, ont décidé de porter directement aux usagers, comme ce sera également fait à Châteaulin, Quimper ou Morlaix cette semaine. Le Finistère, après avoir perdu 350 agents ces dix dernières années, pourrait en effet voir 250 postes supprimés à l'horizon 2022.

Nouvelles fermetures redoutées en 2019

The designation of the second second

Dans ce décor, le site brestois n'est pas le plus mal loti, loin de là. Fort de quelque 150 agents, c'est même le deuxième plus important de Bretagne en nombre de visiteurs, estimés entre 800 à 1.000, quotidiennement, en cette dernière ligne droite des déclarations de revenus. « Et pourtant, le centre est fermé deux demi-journées chaque semaine, et des fiscalistes se transforment en assistants utilisateurs, car il manque du personnel pour accueillir correcte-

ment le public », décrit Éric Guerry (FO).

Mais les inquiétudes des agents ne se limitent pas à ce seul pôle. « Le centre de Guipavas a fermé le 1er janvier. On évoque les fermetures des trésoreries de Daoulas, Rosporden et Lannilis en 2019, celle de Lanmeur dans deux ans. Ce sont les populations rurales et les plus fragiles qui vont encore trinquer », anticipe Stéphane Douet (Solidaires).

Selon l'intersyndicale, le prélèvement à la source ne réglera rien à ces difficultés, « car il y aura toujours une déclaration à faire ». Les syndicats réclament donc la fin des suppressions d'emplois et des fermetures de trésorerie, pour le maintien de « moyens nécessaires à un vrai service public de proximité ».

speciacies, ares de la rue concen

La vidéo sur letelegramme.fr